

Le budget—M. Evans

des restrictions, mais elle affirme maintenant qu'elle aurait, pour sa part, réduit le déficit de façon marquée.

Cette argumentation ne tient pas, monsieur le Président. Les députés d'en face auraient-ils abaissé le budget de la défense? Auraient-ils réduit les dépenses destinées à favoriser la croissance économique en période de récession, quand l'industrie était prise à la gorge et avait besoin de l'aide du gouvernement fédéral? Le parti progressiste conservateur aurait-il réduit les fonds affectés à la création d'emplois? Je sais qu'il l'a fait en 1979 quand il était au pouvoir. Mais pendant une récession, quand des milliers d'emplois disparaissaient, aurait-il comprimé les fonds affectés par le gouvernement fédéral à la création d'emplois? Je ne le pense pas, monsieur le Président. A mon avis, lorsqu'un parti consciencieux est au pouvoir et qu'il doit assumer la responsabilité de diriger le pays en temps de grave récession économique, il ne fait pas des choses de ce genre, car cela peut donner un déficit beaucoup plus élevé que celui que nous accusons maintenant. De toute façon, j'espère qu'aucun parti fédéral canadien ne l'aurait fait.

● (1730)

Il faut cependant se demander ce que le parti d'en face aurait fait différemment à l'époque et ce qu'il ferait d'autre que ce que nous faisons nous-mêmes maintenant. Je pense que de plus en plus de Canadiens commencent à se poser cette question. Ils ne sont pas vraiment satisfaits de la réponse qu'ils obtiennent. L'année dernière, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) nous a dit que s'il faisait face à la même situation que le ministre des Finances, il ferait essentiellement la même chose que lui. Pourtant, il vient nous dire ici même à la Chambre: «Nous réduirions le déficit». C'est tout ce qu'il a dit pendant son exposé... il a consacré 90 minutes au déficit.

Et au sujet de l'avenir? Le député de Saint-Jean-Ouest a déjà dit bien des choses. D'abord, il y a quelques mois, on lui a demandé ce que le parti conservateur ferait s'il était au pouvoir. Il a dit essentiellement ceci: «Si je vous le dis, nous ne serons jamais élus.» Autrement dit, si les conservateurs disaient aux Canadiens ce qu'ils feraient, ils ne seraient jamais élus. Le député de Saint-Jean-Ouest a fait encore une fois la même chose hier soir. Voici ce qu'on peut lire dans le numéro du 16 février du *Citizen* d'Ottawa:

Selon Mulroney, le déficit de 31.5 milliards de dollars signifie que le gouvernement libéral est au bord de la faillite et que ce qu'il faut aux Canadiens en réalité, c'est un nouveau gouvernement.

Cependant, le critique financier conservateur John Crosbie a reconnu que les mesures que le gouvernement devrait prendre pour réduire le déficit effraieraient la plupart des Canadiens.

L'article poursuit en ces termes:

«Il faut être mesquin et méchant et faire toutes sortes de choses désagréables,» a déclaré Crosbie en dehors de la Chambre lorsqu'on lui a demandé ce que ferait un gouvernement conservateur. «C'est pourquoi je ne veux pas dire maintenant ce qu'il fera.»

Autrement dit, les conservateurs ont un petit plan. J'ai déjà signalé à la Chambre que les conservateurs ont une petite liste. Ils admettent avoir une liste de 3,500 noms de particuliers qu'ils vont flanquer à la porte de la Fonction publique, si l'on peut dire, et je pense, monsieur le Président, que la liste est sans doute beaucoup plus longue. Non seulement ils ont une petite liste, mais ils ont aussi un petit plan et celui-ci, pour citer le député de Saint-Jean-Ouest, sera «mesquin, méchant et fera toutes sortes de choses désagréables». Voilà leur petit plan,

monsieur le Président. Il nous suffit de passer en revue les dépenses proposées dans le budget, les enveloppes de dépenses, et nous découvrirons en quoi consiste ce petit plan. Nous avons déjà entendu des députés de l'opposition nous faire part de certaines mesures qu'ils prendront, notamment accroître les dépenses au chapitre de la défense, augmenter les paiements de transfert aux provinces au titre de l'assurance-maladie, diminuer les impôts, ce qui diminuera les recettes, bien entendu.

Si l'on passe en revue les enveloppes économiques, monsieur le Président, quelles sont les dépenses du gouvernement? L'an prochain, le gouvernement fédéral consacrerait 11.2 milliards de dollars à l'expansion économique, 4 milliards à l'expansion du secteur énergétique, aux nouvelles ressources énergétiques, 2 milliards aux questions juridiques et à la justice dans notre pays, 4.2 milliards à la remise en état des routes et des ports et toutes sortes de projets qui tombent sous la rubrique des services au gouvernement, édifices, monuments nationaux, parcs nationaux et tout ce qui relève du gouvernement fédéral sous forme d'infrastructure. En outre, 192 millions de dollars iront au Parlement. Si l'on supprime le Parlement, on ne gagnera pas grand-chose. La défense recevra 8.7 milliards de dollars. Les Affaires extérieures et l'aide à l'étranger, 2.7 milliards. Les conservateurs effectueront-ils des compressions dans ce domaine? Les accords fiscaux, 5.9 milliards; il s'agit de la péréquation. Un gouvernement conservateur ne restreindra pas les paiements de péréquation aux provinces, à mon sens, mais peut-être le fera-t-il. Le service de la dette publique, 20.4 milliards. Un gouvernement désireux d'être «mesquin, méchant et de faire toutes sortes de choses désagréables» pourra sans doute effectuer des coupures dans tous ces secteurs. La plus grosse dépense, toutefois, monsieur le Président, touche les affaires sociales, avec 39.7 milliards de dollars. Quelque chose me dit, monsieur le Président, et d'autres députés commencent à en arriver à la même conclusion, que c'est dans ce domaine, dans l'enveloppe des affaires sociales, que s'appliquera le petit plan des conservateurs. En vue de réduire le déficit, c'est à ce secteur que s'attaquera ce parti. Nous avons prouvé, monsieur le Président, pendant la récession et encore une fois dans le budget qui vient d'être présenté, que le gouvernement actuel ne prendra pas ce genre de mesure. Il fera tout pour empêcher qu'on réduise les crédits dans le secteur des affaires sociales.

Nous avons beaucoup entendu parler du déficit. Selon le numéro du 16 février de la *Gazette* de Montréal, le chef de l'opposition (M. Mulroney) aurait dit, et je cite:

«Il n'y a rien dans ce budget qui réponde au problème fondamental, à savoir l'énorme déficit qui va freiner la relance économique», a dit M. Mulroney aux journalistes.

Le chef conservateur a dit que «le gouvernement faisait preuve dans ses dépenses d'une prodigalité sans précédent pour un pays occidental industrialisé».

Ce seraient là les paroles exactes qu'a prononcées hier soir le chef de l'opposition. Examinons bien ce déficit, monsieur le Président, vraiment bien, car on est en train de faire craindre aux Canadiens que ce déficit ne détruise tout le pays, qu'il ne nous écrase. Si l'on regarde les choses dans leur perspective, il me semble et il semblera à la plupart des Canadiens, je crois, qu'il fut un temps—et je suppose que je révélerai mon âge en rappelant cette époque—où l'on pouvait acheter une automobile pour \$2,500. En fait, si je remonte à ma plus tendre enfance, je me souviens d'un temps où l'on pouvait acheter une automobile pour \$1,200 environ. Aujourd'hui, une voiture coûte \$12,000. Lorsqu'elle se vendait \$1,200, l'acheteur devait